

HOOFDSTUK V. — *Afwijking van de verplichting tot het volgen van de lessen a rato van 17 uur per week*

Art. 11. In afwijking van de artikelen 1, 2 en 5 van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt of een vorming doorloopt zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 september 2008 wordt de verplichting tot het volgen van de lessen vervuld geacht wanneer het kind ingeschreven is in één van de inrichtingen bedoeld in artikel 1 van hetzelfde besluit.

Art. 12. In afwijking van het besluit van de Waalse Regering van 20 september 2018 tot uitvoering van artikel 5, §§ 3 en 4, van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, met betrekking tot de toekenningsvoorwaarden van de gezinsbijslagen aan kinderen ouder dan achttien jaar wordt de verplichting tot het volgen van de cursussen vervuld geacht wanneer het kind ingeschreven is in één van de inrichtingen bedoeld in artikel 5 van hetzelfde besluit.

HOOFDSTUK VI. — *Afwijking van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt of een vorming doorloopt bij niet-georganiseerde examens of uitgestelde activiteiten vereist voor het verkrijgen van het diploma*

Art. 13. In afwijking van artikel 9, § 3, van het koninklijk besluit van tot vaststelling van de voorwaarden waaronder kinderbijslag wordt verleend ten behoeve van het kind dat onderwijs volgt of een vorming doorloopt, ingevoegd koninklijk besluit van 19 september 2008, behouden de laatstejaarsstudenten wier examens in juni of september 2020 niet georganiseerd worden of van wie sommige studieactiviteiten, vereist voor het behalen van het diploma uitgesteld zijn wegens de sanitaire crisis COVID-19 hun recht op de gezinsbijslagen later dan september 2020 zonder nieuwe inschrijving en dit tot de organisatie van de examens of de uitvoering van de studieactiviteiten of uiterlijk tot 31 januari 2021. De student dient voor 27 credits ingeschreven te zijn tijdens het academiejaar 2019-2020.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking op 1 maart 2020.

Ter afwijking hebben de artikelen 3 en 10 hebben uitwerking op 1 januari 2020.

De Minister belast met de gezinsbijslagen bepaalt de datum te bepalen waarop het besluit ophoudt uitwerking te hebben.

Art. 15. De Minister belast met de Gezinsbijslagen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 mei 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/20948]

7 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 39 modifiant l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité ;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes ;

Vu le décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle ;

Vu le décret du 19 décembre 2019 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020 ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les Titres-services ;

Vu l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le Fonds de Formation des Titres-Services ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 portant exécution des articles 40 et 41 du décret du 20 février 2014 relatif au plan langues et modifiant divers décrets en matière de formation professionnelle ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 16 du 16 avril 2020 modifiant l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 mai 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 mai 2020 ;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein du Conseil national de sécurité qui se réunit depuis début mars 2020 ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité ;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde ;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique ;

Considérant que le danger s'étend sur le territoire de l'ensemble du pays ; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public afin de maximiser leur efficacité ;

Considérant, dès lors, que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapide au niveau régional ;

Considérant qu'il convient de soutenir les entreprises titres-services, répondant à la définition de PME, dans le cadre de leurs activités titres-services, en tenant compte des règles sanitaires édictées, dans le cadre du déconfinement progressif, par le Conseil National de Sécurité ;

Considérant qu'il convient de renforcer les mesures prises à l'égard des entreprises titres-services, au bénéfice de leurs travailleurs, afin de garantir les effets et objectifs poursuivis par l'adoption des mesures prises par le Gouvernement le 31 mars 2020 ;

Considérant que les mesures de soutien aux entreprises titres-services doivent être adoptées sans délai, en début du mois de mai au plus tard, au risque de ne pas atteindre l'objectif poursuivi et de rendre les mesures sans effet ;

Considérant, dans l'optique d'une relance des activités des entreprises titres-services, dans les meilleures conditions, qu'il convient de limiter les risques de contagion du COVID-19 et de s'assurer, à cet effet, que les travailleur(euse)s de ce secteur disposent de l'ensemble des informations et recommandations de nature à prévenir les risques de contamination et à assurer leur protection et celles des utilisateurs titres-services ;

Considérant que l'intérêt de la formation relative aux mesures sanitaires est de permettre que celle-ci soit dispensée préalablement à la reprise des activités titres-services et, à tout le moins, le plus rapidement possible ;

Considérant, au regard de la situation actuelle et des incertitudes quant à l'évolution de la crise COVID-19, notamment dans les pays étrangers, qu'il convient d'élargir aux demandeurs d'emploi, les mesures prises pour les élèves bénéficiaires de bourses d'immersion linguistique afin d'assurer leur sécurité sanitaire et, ce faisant, de permettre la suspension de l'octroi de ces bourses ou le conditionnement de cet octroi, en fonction de l'évolution de la situation sanitaire ;

Considérant, en outre, qu'il convient d'adapter les modalités de liquidation des bourses d'immersion linguistique et d'en reporter le versement afin de limiter le risque de création d'indus si l'immersion linguistique ne pouvait se faire en raison de conditions sanitaires insatisfaisantes dans le pays ou la région de la destination ou encore en raison des recommandations ou consignes de sécurité formulées par le Conseil national de sécurité et le Service public fédéral des Affaires étrangères ou encore par les autorités des pays où l'immersion linguistique doit avoir lieu ;

Considérant que de nombreuses décisions en matière de bourses d'immersions linguistiques doivent être prises au début du mois de mai et que la situation actuelle, au regard de la réglementation, ne permet pas de refuser l'octroi ou la suspension des bourses, à défaut d'adoption des mesures du présent arrêté ;

Considérant que l'absence de clarté quant au maintien des bourses est susceptible d'avoir des répercussions financières directes sur les demandeurs d'emploi et les élèves qui sont liés à des opérateurs pour la mise en œuvre de leur immersion moyennant rétribution ;

Considérant que l'urgence est justifiée ;

Sur proposition de la Ministre de l'Emploi, de la Formation, en charge de l'économie sociale ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale, il est inséré un article 12bis, rédigé comme suit :

« Art. 12bis. Par dérogation à l'article 12, alinéa 2, pour la période se situant entre le 1^{er} mai et le 31 mai 2020 inclus, la valeur de « c », applicable pour calcul de la subvention, est égale à 18 EUR. ».

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 13bis, rédigé comme suit :

« Art. 13bis. Par dérogation à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 précité, le montant de l'intervention visé à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, dudit arrêté, est fixé, pour le mois de mai 2020, à 18 euros pour les entreprises qui occupent moins de 250 travailleurs.

L'alinéa 1^{er} s'applique à condition que l'employeur fournisse à ses travailleurs titres-services l'équipement nécessaire à leur sécurité sanitaire. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré, dans la section 19 « Mesure relative au fonds de formation titres-services », un article 34bis, rédigé comme suit :

« Art. 34bis. § 1^{er}. L'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi élabore un module de formation relatif aux mesures sanitaires nécessaires à la prévention des risques de contagion lors de la réalisation d'activités d'aide-ménagère.

Ce module est dispensé aux formateurs internes des entreprises visées à l'article 1^{er}, 3^o, de l'arrêté royal du 7 juin 2007 concernant le fonds de formation titres-services, afin de leur permettre d'organiser et de dispenser la formation aux travailleurs occupés sous contrat de travail titres-services.

§ 2. L'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi envoie une demande d'approbation du module de formation à l'Administration visée à l'article 1^{er}, 6^o, de l'arrêté royal du 7 juin 2007 précité.

La demande est accompagnée d'un dossier contenant une description précise et détaillée de la formation prévue.

§ 3. L'Administration accuse réception de la demande et transmet le dossier complet à la Ministre de l'Emploi.

§ 4. La Ministre de l'Emploi envoie sa décision à l'Administration qui la notifie à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et envoie numériquement une copie, pour information, à la Commission instituée par l'article 4 de l'arrêté royal du 7 juin 2007 précité. ».

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article 34^{ter}, rédigé comme suit :

« Art. 34^{ter}. L'entreprise peut obtenir, auprès de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, le remboursement partiel des frais de la formation relative aux mesures sanitaires nécessaires à la réduction du risque de contagion lors de la réalisation d'activités d'aide-ménagère dispensée moyennant le respect des conditions cumulatives suivantes :

1^o la formation est dispensée en présentiel, dans le respect des règles sanitaires, aux travailleurs occupés sous contrat de travail titres-services, au plus tard le 30 juin 2020 ;

2^o la formation est dispensée par un formateur interne qui a suivi le module de formation visé à l'article 34^{ter}, § 1^{er}, alinéa 2 ;

3^o la formation est dispensée avec un support visuel, reprenant les instructions ou recommandations en matière de sécurité sanitaire, qui est remis au travailleur à l'issue de la formation ;

4^o l'entreprise informe les utilisateurs de titres-services des règles sanitaires à respecter lors des prestations titres-services.

Cette formation est assimilée à une formation interne au sens de l'article 2, § 2, alinéa 3, de l'arrêté du 7 juin 2007 précité et donne droit au même remboursement, sans préjudice des conditions visées à l'alinéa précédent.

L'entreprise ne peut obtenir le remboursement de la formation qu'une seule fois par travailleur. ».

Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré un article 34^{quater}, rédigé comme suit :

« Art. 34^{quater}. Par dérogation à l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté précité, à la clôture de la formation visée à l'article 34^{ter}, la demande de remboursement est envoyée au Forem et accompagnée d'un dossier comportant :

1^o le numéro unique d'entreprise, l'identité/la dénomination sociale, le numéro d'agrément, le domicile/siège social et le numéro de compte financier de l'entreprise ;

2^o une déclaration sur l'honneur dont le modèle est déterminé par l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi ;

3^o le nom du formateur interne qui a dispensé la formation ;

4^o une liste de présences signée par chaque travailleur ayant suivi la formation ;

5^o une copie du support visuel de la formation remis au travailleur ;

6^o une copie du courrier d'information à destination de l'utilisateur, présentant les instructions ou recommandations à respecter lors de la réalisation d'une prestation de travaux ou de service de proximité.

Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré un article 34^{quinqüies}, rédigé comme suit :

« Art. 34^{quinqüies}. Le remboursement des frais de la formation relative aux mesures sanitaires nécessaires à la réduction du risque de contagion lors de la réalisation d'activités d'aide-ménager-ère, à charge du fonds de formation titres-services, n'entre pas en compte pour le calcul visé à l'article 8, § 2, de l'arrêté précité. ».

Art. 7. Dans le même arrêté, il est inséré un article 34^{sexies}, rédigé comme suit :

« Art. 34^{sexies}. Si l'entreprise obtient de manière frauduleuse le remboursement partiel des frais de formation, l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi récupère le montant remboursé par toute voie de droit. ».

Art. 8. L'article 35 du même arrêté est complété par un second alinéa, rédigé comme suit :

« La demande de remboursement visée à l'article 34^{quater} est introduite au plus tard le 20 septembre 2020. ».

Art. 9. L'article 35^{quinqüies} du même arrêté, inséré l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n^o 16 du 16 avril 2020 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n^o 11 du 31 mars 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière d'emploi, de formation et d'insertion socioprofessionnelle, en ce compris dans le champ de l'économie sociale, est complété par un troisième alinéa, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'article 13, §§ 2 et 3, 1^o, pour l'immersion linguistique organisée par les sections 5 à 8 du même arrêté, entre le 1^{er} mars 2020 et le 30 juin 2021, la bourse est octroyée sous conditions résolutoires liées à l'évolution de l'épidémie COVID-19, aux mesures et aux recommandations prises par le Conseil national de sécurité et le Service Public Fédéral des Affaires étrangères et par les autorités des pays où l'immersion linguistique doit avoir lieu. ».

Art. 10. L'article 35^{sexies} du même arrêté, inséré par l'arrêté de pouvoirs spéciaux n^o 16 du 16 avril 2020 précité, est complété comme suit :

« Par dérogation à l'article 14, §§ 1 et 2, du même arrêté, la bourse relative à l'immersion linguistique organisée par l'article 17, alinéa 1^{er}, 3^o, du même arrêté, au cours de l'année scolaire 2020-2021, est liquidée en trois tranches, comme suit :

1^o la première tranche, correspondant à 75% de la moitié de la bourse, est liquidée entre le 30^e et le 15^e jours qui précèdent la date de départ effective ;

2^o la deuxième tranche, correspondant à 75% de l'autre moitié de la bourse, est liquidée au terme du 1^{er} semestre, sous la condition résolutoire du maintien du second semestre ;

3^o le solde de la bourse est liquidé conformément à l'article 14, §§ 3 à 7, du même arrêté.

Par dérogation à l'article 14, § 2, du même arrêté, la liquidation de la première tranche de la bourse relative à l'immersion linguistique, organisée par l'article 17, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, du même arrêté, au cours de l'année scolaire 2020-2021 ou de l'un de ses semestres, est effectuée entre le 30^e et le 15^e jours qui précèdent la date de départ effective.

Par dérogation à l'article 14, § 2, du même arrêté, la liquidation de la première tranche de la bourse relative à l'immersion linguistique organisée aux sections 5 à 8 du présent arrêté, entre le 1^{er} mars 2020 et 30 juin 2021, est effectuée entre le 30^e et le 15^e jours qui précèdent la date de départ effective. ».

Art. 11. L'article 35^{octies} du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 16 du 16 avril 2020 précité, est complété par les alinéas suivants, rédigés comme suit :

« La personne qui a sollicité une bourse pour laquelle l'octroi est suspendu conformément à l'alinéa 1^{er}, peut modifier sa demande, endéans les délais fixés par la Ministre de la Formation afin que sa demande corresponde à une bourse pour laquelle l'octroi n'est pas suspendu, le cas échéant.

En cas de suspension conformément à l'alinéa 1 et à défaut de l'introduction d'une demande de modification endéans les délais fixés conformément à l'alinéa 2, la demande de bourse est classée sans suite.

La Ministre de la Formation peut, en fonction de l'évolution de la situation sanitaire liée au COVID-19, suspendre l'octroi de la bourse pour l'immersion linguistique organisée par les sections 5 à 8 du même arrêté, entre le 1^{er} mars 2020 et le 30 juin 2021.

En cas de suspension conformément à l'alinéa 4, la demande de bourse est classée sans suite. ».

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 2020.

Art. 13. A l'issue des pouvoirs spéciaux octroyés par le Parlement wallon, les dispositions confirmées pourront de nouveau être abrogées, complétées, modifiées ou remplacées par le Gouvernement wallon, du moins dans la mesure où un fondement juridique matériel existe à cet effet.

Art. 14. La Ministre de l'Emploi et de la Formation, en charge de l'économie sociale, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 mai 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des Chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAAELSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/20948]

7 MEI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 39 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 11 van 31 maart 2020 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van buurtdiensten en -banen;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheden;

Gelet op het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming;

Gelet op het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de Dienstcheques;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het Opleidingsfonds dienstencheques;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2016 tot uitvoering van de artikelen 40 en 41 van het decreet van 20 februari 2014 betreffende het talenplan en tot wijziging van verschillende decreten inzake beroepsvorming;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Waalse Regering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 11 van 31 maart 2020 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 16 van 16 april 2020 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 11 van 31 maart 2020 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 mei 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 7 mei 2020;

Gelet op het overleg tussen de Regeringen van de deelentiteiten en de bevoegde federale overheden in de Nationale Veiligheidsraad, die sinds begin maart 2020 vergadert;

Gelet op artikel 191 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, dat het voorzorgsbeginsel huldigt in het kader van het beheer van een internationale gezondheids crisis en de actieve voorbereiding op de potentialiteit van deze crisis; dat dit beginsel inhoudt dat het, wanneer een ernstig risico zich allerwaarschijnlijkst voor kan doen, de publieke overheden toekomt, dringende en voorlopige maatregelen aan te nemen;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijksrisico;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat WHO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld spreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van het gehele land verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de openbare orde in stand te houden, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle reactie op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat de dienstenchequebedrijven die aan de definitie van KMO's voldoen, in het kader van hun dienstencheque-activiteiten ondersteund moeten worden, rekening houdende met de gezondheidsvoorschriften die door de Nationale Veiligheidsraad zijn vastgesteld in het kader van de geleidelijke afbouw van de lockdown;

Overwegende dat de maatregelen die ten aanzien van dienstenchequebedrijven, ten behoeve van hun werknemers, zijn genomen moeten worden versterkt om de effecten en doelstellingen nagestreefd door de aanneming van de maatregelen genomen door de door Regering op 31 maart 2020 te garanderen;

Overwegende dat de maatregelen ter ondersteuning van dienstenchequebedrijven zo spoedig mogelijk en uiterlijk begin mei moeten worden aangenomen, met het risico dat het nagestreefde doel niet wordt bereikt en dat de maatregelen ondoeltreffend worden;

Overwegende dat het, met het oog op de hervatting van de activiteiten van de dienstenchequebedrijven onder de best mogelijke omstandigheden, passend is de besmettingsrisico's van COVID-19 te beperken en ervoor te zorgen dat de werknemers in deze sector over alle nodige informatie en aanbevelingen beschikken om de besmettingsrisico's te voorkomen en zichzelf en de gebruikers van de dienstenchequebetalingen te beschermen;

Overwegende dat het belang van de opleiding m.b.t. de gezondheidsmaatregelen is dat ze vóór de hervatting van de dienstencheque-activiteiten en op zijn minst zo snel mogelijk kan worden gegeven;

Overwegende dat het, gezien de huidige situatie en de onzekerheden over de ontwikkeling van de gezondheids crisis COVID-19, met name in het buitenland, passend is om de maatregelen die worden genomen voor studenten die beurzen voor een taalbad ontvangen, tot werkzoekenden uit te breiden om hun gezondheidsveiligheid te waarborgen en zo de opschorting van de toekenning van deze beurzen of de voorwaarden voor de toekenning ervan mogelijk te maken, afhankelijk van de ontwikkeling van de gezondheidstoestand;

Overwegende dat de modaliteiten voor de vereffening van de beurzen voor een taalbad bovendien moeten worden aangepast en dat de opschorting ervan moet worden uitgesteld om het risico op onverschuldigde betalingen te beperken indien het taalbad niet kan plaatsvinden wegens onbevredigende gezondheidstoestand in het land of de regio van bestemming of wegens aanbevelingen of veiligheidsinstructies van de Nationale Veiligheidsraad en de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken of van de autoriteiten van de landen waar het taalbad moet plaatsvinden;

Overwegende dat talrijke beslissingen over beurzen voor een taalbad begin mei moeten worden genomen en dat de huidige situatie, wat de regelgeving betreft, het niet mogelijk maakt de toekenning of de opschorting van beurzen te weigeren als de maatregelen van dit besluit niet worden genomen;

Overwegende dat het gebrek aan duidelijkheid over het behoud van beurzen waarschijnlijk directe financiële gevolgen zal hebben voor werkzoekenden en studenten die verbonden zijn met operatoren voor de uitvoering van hun taalbad tegen betaling;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is;

Op de voordracht van de Minister van Werk, Vorming, belast met sociale Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 11 van 31 maart 2020 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie ingegrepen, wordt een artikel 12*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 12*bis*. In afwijking van artikel 12, tweede lid, wordt voor de periode tussen 1 mei en 31 mei 2020 de waarde "c" die van toepassing is voor de berekening van de toelage, gelijk aan 18 EUR."

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 13*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 13*bis*. In afwijking van artikel 8, § 1, tweede lid, van bovenvermeld koninklijk besluit van 12 december 2001 wordt het in artikel 8, § 1, eerste lid, van dit besluit, bedoelde bedrag van de tegemoetkoming voor de maand mei 2020 vastgesteld op 18 euro voor de ondernemingen met minder dan 250 werknemers.

Het eerste lid is van toepassing op voorwaarde dat de werkgever zijn werknemers met een arbeidsovereenkomst dienstencheques de nodige uitrusting voor hun gezondheidsveiligheid ter beschikking stelt."

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt in de afdeling 19 "Maatregel betreffende het opleidingsfonds dienstencheques" een artikel 34*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 34*bis*. § 1. De "Office wallon de la formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) ontwikkelt een opleidingsmodule over de gezondheidsmaatregelen die nodig zijn om de risico's van besmetting bij het uitvoeren van activiteiten van huishoudhulp te voorkomen.

Deze module wordt gegeven aan de interne opleiders van de ondernemingen bedoeld in artikel 1, 3°, van het koninklijk besluit van 7 juni 2007 betreffende het opleidingsfonds dienstencheques, om hen in staat te stellen opleidingen te organiseren en te verstrekken aan werknemers die tewerkgesteld zijn in het kader van een arbeidsovereenkomst dienstencheques.

§ 2. De "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" stuurt een aanvraag tot goedkeuring van de opleidingsmodule aan de Administratie bedoeld in artikel 1, 6°, van bovenvermeld koninklijk besluit van 7 juni 2007.

De aanvraag gaat vergezeld van een dossier met een nauwkeurige en gedetailleerde omschrijving van de voorziene opleiding.

§ 3. De Administratie bevestigt ontvangst van de aanvraag en stuurt het volledige dossier door naar de Minister van Werk.

§ 4. De Minister van Werk stuurt haar beslissing naar de Administratie, die ze ter kennis brengt van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" en ter informatie een kopie ervan langs elektronische weg stuurt naar de Commissie opgericht bij artikel 4 van voormeld koninklijk besluit van 7 juni 2007."

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 34^{ter} ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 34^{ter}. De onderneming kan bij de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" een gedeeltelijke terugbetaling krijgen van de opleidingskosten in verband met de gezondheidsmaatregelen die nodig zijn om het risico van besmetting bij het verrichten van activiteiten van huishoudhulp te beperken, mits aan de volgende cumulatieve voorwaarden is voldaan:

1° de opleiding wordt uiterlijk op 30 juni 2020, met inachtneming van de gezondheidsregels, georganiseerd op basis van fysieke aanwezigheid van de werknemers tewerkgesteld in het kader van een arbeidsovereenkomst dienstencheques, uiterlijk op 30 juni 2020;

2° de opleiding wordt gegeven door een interne opleider die de opleidingsmodule bedoeld in artikel 34^{ter}, § 1, tweede lid, heeft gevolgd;

3° de opleiding wordt gegeven met behulp van een beeldrager die de instructies of aanbevelingen met betrekking tot de gezondheidsveiligheid bevat en die aan het einde van de opleiding aan de werknemer wordt gegeven;

4° de onderneming informeert de gebruikers van dienstencheques over de gezondheidsregels die tijdens dienstencheque-prestaties nageleefd moeten worden.

Deze opleiding wordt gelijkgesteld met een interne opleiding in de zin van artikel 2, § 2, derde lid, van voormeld besluit van 7 juni 2007 en geeft recht op dezelfde terugbetaling, onverminderd de voorwaarden vermeld in het vorige lid.

De onderneming kan de terugbetaling van de opleiding slechts één keer per werknemer verkrijgen."

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel 34^{quater} ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 34^{quater}. In afwijking van artikel 6, § 1, van voormeld besluit wordt na afloop van de in artikel 34^{ter} bedoelde opleiding de aanvraag tot terugbetaling naar de Forem gestuurd en vergezeld van een dossier met :

1° het unieke ondernemingsnummer, de identiteit/bedrijfsnaam, het erkenningsnummer, de woonplaats/maatschappelijke zetel en het financiële rekeningnummer van de onderneming;

2° een verklaring op erewoord waarvan het model door de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" wordt vastgesteld;

3° de naam van de interne opleider die de opleiding heeft gegeven;

4° een aanwezigheidslijst, ondertekend door elke werknemer die de opleiding heeft gevolgd;

5° een kopie van de beeldrager van de opleiding die aan de werknemer wordt gegeven;

6° een kopie van de informatiebrief bestemd voor de gebruiker, waarin de instructies of aanbevelingen zijn opgenomen die moeten worden opgevolgd bij het uitvoeren van buurtwerken of -diensten.

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 34^{quinqüies} ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 34^{quinqüies}. De terugbetaling van de kosten van de opleiding met betrekking tot de gezondheidsmaatregelen die nodig zijn om het risico van besmetting bij de uitvoering van de activiteiten van huishoudhulp te verminderen, ten laste van het opleidingsfonds dienstencheques, wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening bedoeld in artikel 8, § 2, van voormeld besluit."

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt een artikel 34^{sexies} ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 34^{sexies}. Indien de onderneming op frauduleuze wijze een gedeeltelijke terugbetaling van de opleidingskosten verkrijgt, vordert de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" het bedrag dat via alle rechtsmiddelen wordt terugbetaald, terug."

Art. 8. Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

"De in artikel 34^{quater} bedoelde terugbetalingsaanvraag wordt uiterlijk op 20 september 2020 ingediend."

Art. 9. Artikel 35^{quinqüies} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 16 van 16 april 2020 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 11 van 31 maart 2020 betreffende verschillende bepalingen inzake werkgelegenheid, opleiding en socioprofessionele inschakeling, sociale economie inbegrepen, wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt:

"In afwijking van artikel 13, §§ 2 en 3, 1°, wordt de beurs voor het taalbad georganiseerd bij de afdelingen 5 tot 8 van hetzelfde besluit, tussen 1 maart 2020 en 30 juni 2021, toegekend onder de ontbindende voorwaarden die verband houden met de evolutie van de COVID-19- epidemie, de maatregelen en aanbevelingen van de Nationale Veiligheidsraad en de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken en van de overheden van de landen waar het taalbad zal plaatsvinden."

Art. 10. Artikel 35^{sexies} van hetzelfde besluit, ingevoegd bij bovengenoemd besluit van bijzondere machten nr. 16 van 16 april 2020, wordt aangevuld als volgt:

"In afwijking van artikel 14, §§ 1 en 2, van hetzelfde besluit wordt de beurs voor het taalbad, georganiseerd bij artikel 17, eerste lid, 3°, van hetzelfde besluit tijdens het schooljaar 2020-2021, in drie tranches uitbetaald als volgt:

1° de eerste tranche, die overeenkomt met 75% van de helft van de beurs, wordt uitbetaald tussen de 30ste en de 15 dag vóór de effectieve vertrekdatum;

2° de tweede tranche, die overeenkomt met 75% van de andere helft van de beurs, wordt aan het einde van het eerste halfjaar uitbetaald, onder de ontbindende voorwaarde dat het tweede halfjaar wordt gehandhaafd;

3° het saldo van de beurs wordt uitbetaald overeenkomstig artikel 14, §§ 3 tot 7 van hetzelfde besluit.

In afwijking van artikel 14, § 2, van hetzelfde besluit wordt de uitbetaling van de eerste schijf van de beurs voor het taalbad georganiseerd bij artikel 17, eerste lid, 1° en 2°, van hetzelfde besluit tijdens het schooljaar 2020-2021 of een van de semesters ervan, uitbetaald tussen de 30ste en de 15de dag vóór de effectieve vertrekkdatum.

In afwijking van artikel 14, § 2, van hetzelfde besluit wordt de uitbetaling van de eerste schijf van de beurs voor het taalbad, georganiseerd in de afdelingen 5 tot 8 van dit besluit, tussen 1 maart 2020 en 30 juni 2021, uitgevoerd tussen de 30ste en de 15de dag vóór de effectieve vertrekkdatum.”.

Art. 11. Artikel 35octies van hetzelfde besluit, ingevoegd bij voormeld besluit van de Waalse Regering nr. 16 van 16 april 2020, wordt aangevuld met de volgende leden, luidend als volgt:

”De persoon die een beurs heeft aangevraagd waarvoor de toekenning overeenkomstig lid 1 is opgeschort, kan in voorkomend geval zijn aanvraag binnen de door de Minister van Vorming gestelde termijnen zodanig wijzigen dat zijn aanvraag overeenkomt met een beurs waarvoor de subsidie niet is opgeschort.

In geval van opschorting overeenkomstig lid 1 en indien er geen aanvraag tot wijziging wordt ingediend binnen de overeenkomstig lid 2 vastgestelde termijnen, krijgt de beursaanvraag geen gevolg.

De Minister van Vorming kan, afhankelijk van de evolutie van de gezondheidstoestand in verband met de COVID-19, beslissen om de toekenning van de beurs voor het taalbad georganiseerd bij de afdelingen 5 tot 8 van hetzelfde besluit, tussen 1 maart 2020 en 30 juni 2021 op te schorten.

In geval van opschorting overeenkomstig lid 4 krijgt de beursaanvraag geen gevolg.”.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking op 1 maart 2020.

Art. 13. Na afloop van de bijzondere machten, door het Waals Parlement toegekend, zullen de bevestigde bepalingen opnieuw, opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen kunnen worden door de Waalse Regering indien tenminste daartoe een materiële rechtsgrond voorhanden is.

Art. 14. De Minister van Werk en Vorming, belast met de Sociale Economie, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 mei 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/20923]

11 MAI 2020. — Arrêté ministériel interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine

La Ministre de la Forêt,

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 14;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 19, alinéa 1^{er}, 5°;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, les articles 3, § 1^{er}, et 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°;

Vu l'urgence motivée par le fait que la crise sanitaire que constitue la peste porcine africaine est une crise grave et très rapidement évolutive qui requiert une prise de décision immédiate compte tenu de la situation de terrain;

Que pour lutter efficacement contre cette maladie animale infectieuse virale, de nombreuses mesures précoces (réseau de clôtures étendu), proactives (prospection intensive dans la zone infectée de 31.407 ha de forêts – soit près de 46.000 heures de recherches à l'heure actuelle, élimination des cadavres abattus ou retrouvés morts) et drastiques (effort intensif de destruction par piégeage et tir de nuit, intensification de la chasse, installation de points d'affût et appâtage homogène, mesures de biosécurité, augmentation sensible du matériel de lutte et de destruction mis à disposition : carabines spécifiques, déploiement d'un important réseau de *camératrap*s disposées, recours à des jumelles nocturnes) ont été adoptées par la Région wallonne dès la découverte du cas primaire de peste porcine africaine et aménagées au fur et à mesure du temps et de l'évolution de la maladie dans deux zones définies par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers et modifiées par les arrêtés du Gouvernement wallon du 12 décembre 2019 et du 18 décembre 2019, à savoir la zone infectée et la zone d'observation renforcée;

Que pour atteindre l'objectif final d'éradication de la maladie sur le territoire wallon, il est évalué, par les experts, que ces multiples mesures ne peuvent souffrir d'une circulation inadaptée en forêt au risque de compromettre tant la sécurité des intervenants qui luttent ou qui contribuent à lutter contre la maladie et viser son éradication que celle de celles et ceux qui souhaiteraient déambuler en forêt à des fins de loisirs ou à des fins non liées à la gestion de la maladie;

Qu'en outre, il est considéré que le maintien d'une libre circulation en forêt risquerait d'accroître la propagation de la maladie en dehors de la zone infectée, soit vers des zones boisées non infectées soit par l'introduction de la maladie dans la filière d'élevage des porcs ou vers des porcs domestiques;

Qu'en conséquence une décision d'interdiction de circulation en forêt a été adoptée par voie d'arrêtés ministériels successifs, dont le dernier en date est l'arrêté ministériel du 16 janvier 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 24 mars 2020, en prévoyant toutefois certaines dérogations pour un nombre limité d'ayants-droits;

Que la combinaison des mesures de lutte adoptées et mises en place avec les interdictions successives de circulation en forêt a été considérée, et continue de l'être, tant par les experts européens spécialisés en la matière que par le Comité scientifique auprès de l'AFSCA (Comité scientifique auprès de l'AFSCA – avis rapide 09-2020 – Réévaluation des risques de propagation en faune sauvage et d'introduction de la peste porcine africaine aux élevages de porcs belges associée à une reprise conditionnelle des différentes activités en forêt) (dossier SciCom 2020/05) comme efficaces;